

- La fin de la politique gaullienne après mai 1968 : Malgré la victoire politique aux législatives de 1969, DG est très affaibli par la contestation de mai 1968. Elle a surtout prouvé que derrière la croissance économique, les Français ont changé : ils sont plus urbains, pratiquent la société de consommation avec plus de loisirs... mais la politique de DG apparaît comme trop rigide pour une jeunesse qui a soif de réformes sociales.
- En avril 1969 : DG organise un référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation de la France. Néanmoins, il précise que s'il y a une majorité de « non », il démissionnerait. En fait, sous couvert de réformes, il demande si les Français lui font encore confiance, 1 an après la crise de mai 1968. Le résultat est clair : 53% de non = DG démissionne. Il se retire dans sa maison de Colombay-les-Deux-Eglises (entre Troyes et Nancy, ds la région Grand Est). Il y meurt le 9 novembre 1970.
- **Bilan** : Après la démission et la mort de DG, on peut se demander si la Ve République réussira à fonctionner sans son « père fondateur ».

### III) Comment la Ve République a-t-elle pu survivre à son « fondateur » ?

#### 1) Grâce aux modifications apportées par les présidents Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing (1969-81)

- Après la démission de DG, son ancien Premier ministre lui succède : G.Pompidou et est élu président en juin 1969. Il poursuit globalement la politique gaullienne : développement industriel et nucléaire civil, pour atteindre une indépendance énergétique. Néanmoins, avec son Premier ministre Jacques Chaban-Delmas (ancien résistant), il apporte qqes nouveautés :
  - *En politique intérieure* : création d'un salaire minimal, le SMIG devenu SMIC plus tard
  - *En politique extérieure* : il est favorable à l'entrée du Royaume-Uni à la CEE quand DG s'y opposait car il y voyait un pays trop en faveur des Etats-Unis au sein de la Communauté économique européenne (devenue UE en 1992).
- Il n'y a pourtant pas de réformes sociales attendues depuis mai 1968, ce qui stimule l'action de l'opposition de Gauche : en 1969 au Congrès d'Epinay, la SFIO devient le Parti Socialiste
  - En 1971 : François Mitterrand en devient le Premier secrétaire
  - En 1972 : Mitterrand réussit à réunir toutes les forces de gauche, socialiste et communiste, pour se mettre d'accord sur un programme commun de gouvernement si Mitterrand arrivait au pouvoir.
- Pompidou meurt de maladie en 1974, dans une France touchée par la crise économique après le choc pétrolier de 1973. **Lors des élections présidentielles de 1974, Valéry Giscard d'Estaing** (droite) est élu président face à Mitterrand. Il est président de 1974 à 1981. Il appartient à une droite plus libérale sans être gaulliste et est favorable à une modernisation de la France et de sa société :
  - *Dès 1974 : la majorité est abaissée à 18 ans et la loi Veil permet de rendre l'IVG légale, mais attention, elle n'est pas remboursée par la Sécurité sociale, ce qui limite cette possibilité aux femmes aisées financièrement.*
  - *Le divorce est facilité*
  - *Les chaînes de télévision sont plus autonomes, ce qui facilite la liberté d'expression sur petit écran.*
- Cependant, l'économie du pays se détériore : les 2 Premiers ministres de Giscard (Jacques **Chirac** puis en 1976 Raymond **Barre**) n'arrivent pas à stopper l'essor du **chômage**. On compte 1.5 million de chômeurs en 1980 et ce chiffre a doublé depuis 1974. Barre mène alors une **politique de rigueur** = faire baisser le déficit budgétaire grâce aux baisses de dépenses de l'Etat + gel des salaires (ils n'augmentent plus).
- Enfin, le paysage politique français se recompose :
  - A Droite : Chirac lance le Rassemblement Pour la République / Giscard l'Union pour la Démocratie Française (RPR / UDF)
  - A Gauche, le PC ne soutient plus le PS de Mitterrand.

## 2) Grâce à la « cohabitation » sous les présidences socialistes de François Mitterrand (1981-95)

- **En mai 1981 :** le socialiste Mitterrand est élu président face à Giscard. C'est le 1<sup>er</sup> président socialiste de la Ve République et la Gauche n'est pas revenue au pouvoir en France depuis le Front populaire de 1936. C'est une période d'alternance après les gouvernements de droite depuis 1958. Mitterrand veut « changer la vie des Français » et cela passe par des réformes profondes :
  - Abolition de la peine de mort dès 1981 grâce à son Garde des Sceaux Robert Badinter
  - Diminution du temps de travail à 39h/semaine
  - Octroi aux salariés d'une 5<sup>e</sup> semaine de congés payés
  - Retraite à 60 ans
  - Développement des radios libres, ce qui diversifie l'offre de stations radiophoniques
  - Loi de décentralisation par les lois Defferre de 1982/83 et naissance de la région (cf chapitre de Géo sur les Territoires de proximité)
- **Sur le plan économique :** la situation du chômage et du déficit s'aggrave et pousse les Français à voter pour la Droite lors des élections législatives de 1986, qui gagne. La liste RPR de Chirac est victorieuse : Chirac devient alors Premier ministre.

On se retrouve ds une situation inédite : le président Mitterrand est de Gauche et le Premier ministre Chirac est de Droite, c'est la **cohabitation**, avec la crainte d'un blocage institutionnel en raison de 2 tendances politiques opposées au pouvoir. Beaucoup d'observateurs politiques se demandent si la Ve République peut survivre dans ce cas de figure.

Mitterrand précise alors qu'il s'engage à appliquer « **la Constitution, rien que la Constitution, toute la Constitution** ». Dans son allocution radiotélévisée du 17 mars 1986 sur Antenne 2 (ancien nom de France 2), il définit une sorte de périmètre d'action pour chacun : au Premier ministre la politique intérieure, au Président la politique extérieure et la défense des intérêts stratégiques de la France dans le monde.

*Mes chers compatriotes, vous avez élu dimanche une majorité nouvelle de députés à l'Assemblée Nationale. Cette majorité est faible numériquement mais elle existe. C'est donc dans ses rangs que j'appellerai demain la personnalité que j'aurai choisie pour former le Gouvernement, selon l'article 8 de la constitution. Monsieur Laurent Fabius m'a informé ce matin qu'il était prêt dès maintenant à cesser ses fonctions. J'ai pris acte de sa démarche et lui ai demandé de rester à son poste avec les autres membres du Gouvernement jusqu'à la nomination de son successeur, ainsi, restera assurée l'indispensable continuité des pouvoirs publics. Vous m'en avez donné mandat en 1981 et vous m'en avez fait par-là même un devoir, je m'y conformerai. Les circonstances exigent que tout soit en place d'ici peu. Je remercie la majorité sortante pour le travail qu'elle a accompli avec courage et détermination, elle laisse la France en bon état et peut être fière de son œuvre. Je forme des vœux pour que la majorité nouvelle réussisse dans l'action qu'elle est maintenant en mesure d'entreprendre selon les vues qui sont les siennes. Je mesure l'importance du changement qu'implique dans notre démocratie l'arrivée aux responsabilités d'une majorité politique dont les choix diffèrent sur des points essentiels de ceux du Président de la République. Il n'y a de réponse à cette question que dans le respect scrupuleux de nos institutions et dans la volonté commune de placer au-dessus de tout l'intérêt national. Quant à moi, dans la charge que vous m'avez confiée, et que j'exerce, je m'attacherai à défendre partout, à l'intérieur comme à l'extérieur, nos libertés et notre indépendance, notre engagement dans l'Europe, notre rang dans le monde. Mes chers compatriotes, ayons confiance. Au-delà des divergences bien naturelles qui s'expriment à chaque consultation électorale, ce qui nous rassemble est plus puissant encore, c'est l'amour de notre patrie. Vive la République, vive la France.*

Allocution du président le 17 mars 1986

- La politique libérale de Chirac n'améliore pas la situation éco. Il se présente aux élections présidentielles de **1988 contre Mitterrand et perd : Mitterrand est réélu pour un 2<sup>e</sup> mandat de 7 ans (septennat).**
- **Lors du 2<sup>e</sup> septennat de Mitterrand (1988-95) :** l'économie redémarre grâce à son Premier ministre socialiste Michel **Rocard**. Il lance en effet un nouvel impôt sur tous les revenus : la CSG et crée le Revenu Minimum d'Insertion pour les chômeurs qui n'ont pas ou plus d'allocations chômage. Mais dès 1991, la conjoncture éco. se dégrade à nouveau. Lors des élections législatives de 1993, la Droite est victorieuse : une nouvelle

**cohabitation** s'annonce. Le nouveau Premier ministre de Mitterrand est Edouard **Balladur**, qui mène de nouveau une politique de rigueur avec de nombreuses privatisations d'entreprises. Le chômage de masse est une réalité et la dégradation des conditions de vie des catégories sociales populaires est très grande.

- **En 1995** : Mitterrand, atteint d'un cancer, décide de ne pas se représenter et l'annonce à la TV. Lors des élections présidentielles, c'est Jacques Chirac, devenu entretemps maire de Paris, qui est élu président face au Premier secrétaire du PS : Lionel Jospin.

### 3) Grâce aux réformes, plus ou moins abouties, depuis la présidence de Jacques Chirac (1995- nos jours)

- Le septennat de Jacques Chirac (1995-2002) est marqué par des réformes éco. peu populaires. Son Premier ministre Alain Juppé (qui sera par la suite maire de Bordeaux jusqu'à 2019) mène une politique de rigueur, avec hausse des impôts et rallongement de l'âge de la retraite. Des grèves de tous les secteurs ont lieu en décembre 1995, en pleine période de fêtes de fin d'année. Juppé recule sur ses réformes et Chirac décide de dissoudre l'Assemblée Nationale. Il en a le droit d'après la Constitution, mais cela est risqué : les Français étant mécontents de la politique de Droite, il est à craindre une majorité de Gauche aux législatives.
- C'est ce qui se passe en Juin 1997 : la Gauche menée par Lionel Jospin est victorieuse et Chirac connaît la **cohabitation** de 1997 à 2002.

La politique intérieure de Jospin est marquée par des réformes :

- Le PACS : Pacte civil de solidarité, qui est un contrat de soutien mutuel entre 2 majeurs qui vivent ensemble, quelque soit le le sexe.
- Abaissement du temps de travail : 35h/semaine
- Couverture Maladie Universelle : pour ceux qui ne peuvent pas cotiser à la Sécurité sociale
  
- La conjoncture éco. mondiale est très favorable et porte l'éco. française, avec un recul du chômage et une reprise de la croissance éco. Néanmoins, la ségrégation socio-spatiale et le sentiment d'abandon des classes populaires par les partis de Gauche s'accroissent.

La politique extérieure de Chirac est marquée par :

- Le rapprochement franco-allemand comme moteur de la construction européenne, la défense de la francophonie, la défense du rôle diplomatique de l'ONU et l'opposition à la guerre américaine illégale en Irak en 2003...
  - En terme d'Histoire nationale, le 16 juillet 1995, Chirac reconnaît la responsabilité du régime de Vichy dans la collaboration avec l'Allemagne nazie et la déportation des Juifs de France à l'initiative de Pétain vers les camps de la mort. Par ailleurs, en 1999, c'est la 1<sup>ère</sup> fois que les « événements en Algérie » sont officiellement qualifiés de « Guerre en Algérie ».
  - Surtout : la durée du mandat présidentiel passe de 7 ans à 5 ans (quinquennat) en 2000, de façon à faire coïncider les élections présidentielles et législatives, et éviter, en théorie, la cohabitation.
- Le choc du 21 avril 2002 : Lors des élections présidentielles de 2002, de nombreux candidats de Droite et de Gauche se présentent avec Chirac (à droite) et Jospin (pour le PS). Or, lors du 1<sup>er</sup> tour de l'élection, le 21 avril 2002, les 2 1ers candidats sont J. Chirac (20%) et Jean-Marie Le Pen (17%), à la tête du Front National, parti d'extrême droite, nationaliste, anti-européen et xénophobe.



M. CHIRAC Jacques	19,88%
M. LE PEN Jean-Marie	16,86%
M. JOSPIN Lionel	16,18%
M. BAYROU François	6,84%
Mme LAGUILLER Arlette	5,72%
M. CHEVENEMENT Jean-Pierre	5,33%
M. MAMERE Noël	5,25%
M. BESANCENOT Olivier	4,25%
M. SAINT-JOSSE Jean	4,23%
M. MADELIN Alain	3,91%
M. HUE Robert	3,37%
M. MEGRET Bruno	2,34%
Mme TAUBIRA Christiane	2,32%
Mme LEPAGE Corinne	1,88%
Mme BOUTIN Christine	1,19%
M. GLUCKSTEIN Daniel	0,47%

C'est un choc inédit dans l'Histoire de la République depuis 1792 et dans l'Histoire de la Ve République où c'est la 1<sup>è</sup> fois qu'un parti extrémiste arrive à un tel niveau d'une élection présidentielle. La Gauche se caractérise par une très forte dispersion et doit être reconstruite (ce qui est encore d'actualité en 2019.)

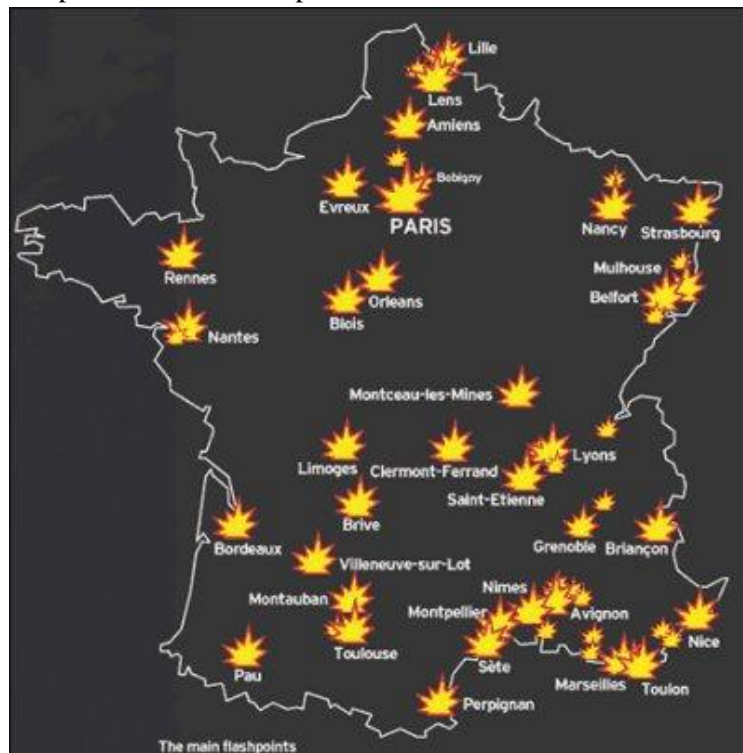
Jospin annonce qu'il se retire de la vie politique mais appelle à voter pour J. Chirac pour faire barrage à l'extrême droite dans un « sursaut républicain ».

**Chirac est alors réélu au 2<sup>e</sup> tour avec 82.5% des suffrages**, suivi de législatives où l'UMP de droite (Union pour un Mouvement Populaire) sort victorieuse.



- Le quinquennat de Chirac (2002-2007) est marqué par 2 Premiers ministres :

- **Jean-Pierre Raffarin (2002-05)** : il débute la réforme des retraites, de la Sécurité sociale, poursuit la décentralisation. En revanche, la menace de l'extrême droite n'a pas été comprise comme une urgence à lutter contre l'essor des inégalités sociales et la paupérisation continue des catégories populaires et désormais des couches moyennes. La concentration des difficultés dans certains quartiers où l'accès aux services publics est parfois quasi inexistant n'est pas résolue. Face au développement du trafic de drogue ou à des idéologies extrémistes tant en France qu'en Europe (partis néo fascistes violents et islamisme), l'Etat semble impuissant, mais surtout le débat public n'est pas enclenché à l'échelle nationale. Le Front National, sous la direction de la fille de JM Le Pen, Marine Le Pen, progresse dans les anciens bastions communistes et socialistes au fur et à mesure des élections locales. La question est de savoir s'il s'agit d'un « vote sanction » envers les partis traditionnels de Droite et de Gauche, impuissants depuis la fin des Trente Glorieuses, ou si une partie des Français adhèrent idéologiquement à l'extrême droite.
- **En 2005, Dominique de Villepin** devient Premier ministre après avoir été ministre des Affaires étrangères. Il affronte l'opposition de la jeunesse refusant son projet de Contrat Première Embauche (faible rémunération et sans garantie de contrat à durée indéterminée après période d'essai). Ce malaise de la jeunesse qui ne voit pas de débouché professionnel ni de réel projet de société en ce début de XXI e s. s'exprime notamment dans les périphéries urbaines. Les banlieues des grandes villes, victimes d'une forte ségrégation socio-spatiale, connaissent plusieurs semaines **d'émeutes urbaines**.



Skyrock.com

La réponse donnée est sécuritaire et non pas socio-politique : le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy renforce la répression et supprime la police de proximité, qui pourtant avait un rôle d'interface majeure avec la population locale et pouvait récolter des « signaux faibles » de troubles : information de terrain sur l'état des trafics clandestins, en premier lieu les stupéfiants, mais aussi les réseaux islamistes.

- **En 2007, c'est Nicolas Sarkozy** (droite / UMP renommée Union Pour la Majorité Présidentielle) qui est élu président de la République. Il nomme François Fillon comme Premier ministre. Son action se caractérise par :
  - Un allongement de l'âge de départ à la retraite : de 60 à 62 ans
  - Les heures supplémentaires de travail ne sont pas imposables (pas d'impôts à payer dessus) selon la formule du « travailler plus pour gagner plus » en misant sur une augmentation du pouvoir d'achat des Français. Or, cette augmentation n'est pas significative et les conditions de vie de la majeure partie de la société n'est pas effective.
  - Les impôts ne devaient pas augmenter mais ils l'ont été finalement, ce qui pose la question de la crédibilité de la décision politique.



- Le chômage de diminue pas et touche 10% de la population active, notamment les jeunes.
- Les conditions d'acquisition de la nationalité française sont rendues + complexes.
- En politique étrangère, la France soutient les opposants au président libyen Mouhamar Kadhafi, qui est renversé et tué en 2011. La situation politique est toujours aussi chaotique en 2019 et explique en partie l'importance des mouvements migratoires de l'Afrique vers l'Europe via la Libye.
- Enfin, la France doit faire face, comme le monde entier, à la crise financière de 2009 venue des Etats-Unis. Les banques européennes sont aidées financièrement par les Etats pour leur éviter la faillite, mais les contreparties bancaires sont peu significatives. En effet, dès lors que l'argent des particuliers est investi à leur insu dans des produits financiers peu sûrs et spéculatifs (dits « toxiques ») et que les Etats ont investi de l'argent public pour leur éviter la faillite, on peut attendre que les banques révisent leurs pratiques, en informant mieux leurs clients. Ce n'est pourtant pas le cas.

Enfin, sa pratique du pouvoir, mobilisant de façon exacerbée les médias avec mise en scène de sa vie personnelle et un train de vie volontairement clinquant (« bling bling ») et se disant « décomplexé » face à la richesse passe mal auprès d'une population française, notamment la plus modeste, qui voit la dégradation continue de ses conditions de vie.

Une majorité de Français n'est pas satisfaite de son action en 2012.

Bilan en vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=2JA5xnUCTX8>

- Contre toute attente, c'est **François Hollande, ancien Premier secrétaire du PS, qui est élu président en 2012**. Les attentes sociales et économiques sont pressantes et urgentes. Or,
  - Le chômage ne baisse pas (une amorce débute en 2016)
  - Le CICE qui permet un allègement des charges des entreprises en échange d'embauches a eu peu d'effets sur l'emploi
  - Le pays connaît surtout une vague inédite d'attentats islamistes à Paris, en banlieue parisienne et à Nice en 2015, les forces de l'ordre sont renforcées et l'état d'urgence est décrété. (*Voir PDF « Les nouveaux défis de la République »*)
  - Sur le plan administratif, la loi NOTRe de 2015 redéfinit la carte des régions et renforce le pouvoir des collectivités locales. (voir thème sur les territoires de proximité)
  - Sur le plan social, le mariage pour tous est adopté, ce qui permet l'union civile des couples homosexuels
  - Sur le plan environnemental, la COP 21 de 2015 engage les pays participants à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.
  - Enfin, sur le plan international, la France aide le Mali contre les islamistes dans la zone sahélienne et dénonce le pouvoir de Bachar El Assad en Syrie, sans être réellement soutenue par les Etats Unis de Barack Obama, déjà en situation difficile en Afghanistan et en Irak.

Bilan en vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=8UzIQ10b0Uo>

Le quinquennat de F. Hollande apparaît donc en demi-teinte.

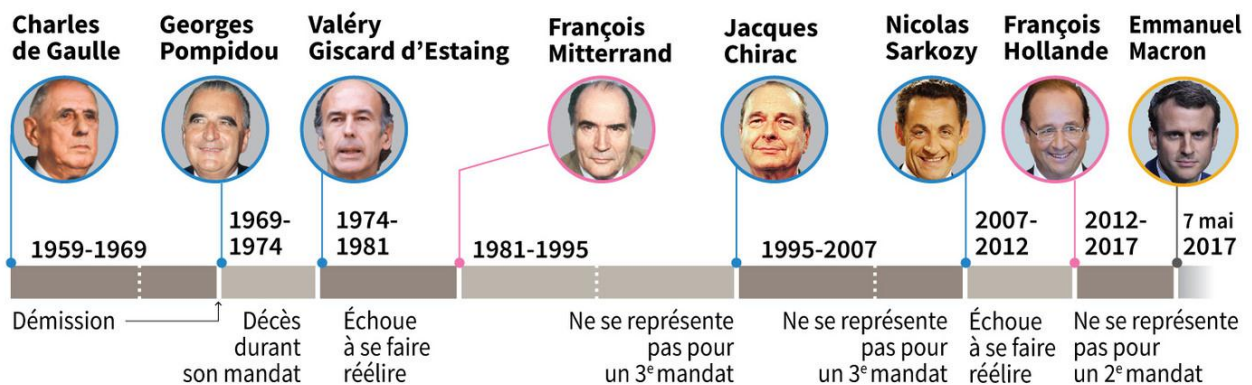
- **Depuis 2017, le président est Emmanuel Macron**. Sa venue au pouvoir traduit la reconfiguration du paysage politique mais aussi l'importance du renouvellement des formes politiques. Ainsi, il n'est pas issu d'un parti politique mais d'un mouvement, « En marche », insistant sur la dynamique et l'action. Il défend une vision qui se veut une synthèse, entre libéralisme économique et protection sociale. Sa position « en même temps » sociale et libérale a, en l'état, du mal à se traduire dans les actes. Le paysage politique montre une nécessité de renouvellement et il n'y a pas d'opposition affirmée : le PS, PC, la droite sont quasiment inaudibles, et les syndicats ne sont plus vraiment représentatifs car de moins en moins de travailleurs sont syndiqués. En revanche, le FN, devenu Rassemblement National a affronté Macron au 2<sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle en 2017. En dépit d'une prestation démontrant une incapacité à proposer un programme crédible et valide, Marine Le Pen est arrivée en tête des élections européennes de mai 2019, alors même qu'elle lutte contre l'UE.

- Enfin, la contestation sociale prend manifestement une nouvelle forme : depuis novembre 2018, les manifestations des « gilets jaunes », initialement lancées par les réseaux sociaux pour manifester contre la hausse du prix du carburant (due essentiellement à une hausse des cours mondiaux du pétrole), durent tous les week ends. Cela traduit peut être une nouvelle expression de frustration des classes moyennes après les classes populaires et une volonté de se réappropriier la politique à échelle locale. Mais cela a traduit aussi l'existence de groupuscules très violents comme les Black Blocs se mêlant aux manifestants. La traduction politique de ce mouvement de contestation sociale, très divers dans ses revendications, est encore à faire. Néanmoins, cela a interpellé le politique dans son obligation d'écoute envers les citoyens et un Grand Débat début 2019 a été lancé, en s'appuyant notamment sur le relais des maires et la rédaction de cahiers de doléances, en écho aux années pré-révolutionnaires de 1780. La forme numérique, son format pré-établi et le temps de traitement a posé la question de la réelle utilité de ces doléances.

\*\*\*

- Il n'en reste pas moins que la Ve République s'est maintenue bien au-delà de son fondateur et a su s'adapter. Son adaptation à la mondialisation et au projet européen est cependant reposée : la synthèse d'E. Macron reste à inventer.

## Les présidents de la V<sup>e</sup> République



*Alain Poher, président du Sénat, assure deux fois l'intérim : du 28 avril au 20 juin 1969 et du 2 avril au 19 mai 1974*

© AFP

- Sur le plan européen, la relation des Français a été ambivalente avec le projet de construction européenne. Si les dernières élections européennes ont démontré une hausse de la participation / un recul limité des partis traditionnels de Droite et de Gauche / une hausse assez contenue des partis extrémistes anti-européens mais surtout l'affirmation des partis écologistes, qui sont la 3<sup>e</sup> force du Parlement européen après les partis de Droite et de Gauche. Ce qui est paradoxal, c'est que les Français envoient une majorité de députés d'extrême droite au Parlement européen alors même qu'ils sont opposés à l'UE.

**Étudions justement cette relation en sujet d'étude (voir les documents en PDF + reprise distribuée)**